

BRISER L'ISOLEMENT DES HANDICAPES



La Première Dame (au centre) a présidé la séance inaugurale

Les Journées de réflexion portant sur « la problématique d'intégration sociale des personnes handicapées » ont démarré hier jeudi, 1er décembre au Palais du Peuple sous la présidence effective de Mme Henriette Conté, Première Dame de la République. Plusieurs membres du gouvernement, du Corps diplomatique et consulaire et des Organisations internationales étaient présents.

Organisées par le Ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Emploi en collaboration avec la Fédération Guinéenne pour la Promotion des Associations des personnes handicapées (FEGUIPAH), ces journées ont pour but de définir la situation présente des personnes handicapées et des services qui leur sont dispensés en vue d'accélérer le processus des orientations. Elles s'inscrivent dans le cadre de la Semaine nationale de solidarité en faveur des personnes handicapées qui a débuté le 26 novembre. Le thème central est l'un des principaux thèmes du prochain Sommet mondial pour le développement prévu en mars 1995 à Copenhague au Danemark.

P. 2

Crédit bancaire et non bancaire

Les partenaires se concertent

La salle de conférences du Ministère des Affaires étrangères a accueilli jeudi, 1er décembre une table-ronde regroupant des cadres des services bancaires et d'investissement privé autour du thème «Crédit bancaire et non bancaire en Guinée». Organisée par le Ministère de l'Industrie, du Com-

merce et des PME en collaboration avec l'Office de promotion des investissements privés (OPIP), cette rencontre a enregistré la participation des opérateurs économiques, des promoteurs, des bailleurs de fonds, l'administration publique, les institutions de promotion du secteur privé (OPIP, PRIDE et

le Réseau guinéen d'Entreprises).

Ouvrant les travaux, M. Sékou Konaté, ministre de l'Industrie, a indiqué que: ... l'existence de structures de financement mises en place par différents projets de développement constitue de nos jours des structures opérationnelles. Même si elles sont encore au stade expérimental, elles constituent de véritables opportunités de financement.

Les participants ont discuté des sous-thèmes allant de la politique générale des Banques (BCRG y compris) à la mutualisation du crédit et de l'épargne en passant par le crédit à moyen et à court termes.

TRIBUNE

De l'utilisation des médias

P. 3

LE PRESIDENT DE LA BID DIMANCHE A CONAKRY

P. 3

Briser l'isolement des personnes handicapées

Les Journées de réflexion portant sur « la problématique d'intégration sociale des personnes handicapées » ont démarré hier jeudi, 1er décembre au Palais du Peuple sous la présidence effective de Mme Henriette Conté, Première Dame de la République. Plusieurs membres du gouvernement, du Corps diplomatique et consulaire et des Organisations internationales étaient présents.

Organisées par le Ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Emploi en collaboration avec la Fédération Guinéenne pour la Promotion des Associations des personnes handicapées (FEGUIPAH), ces journées ont pour but de définir la situation présente des personnes handicapées et des services qui leur sont dispensés en vue d'accélérer le processus des orientations. Elles s'inscrivent dans le cadre de la Semaine nationale de solidarité



Mme Henriette Conté visite l'exploitation de l'AGRIFIS et de l'AGUIPA

Un moment opportun, pour rappeler à la société, la place de choix qu'elle doit accorder aux handicapés afin de briser l'isolement, l'incompréhension et les obstacles dressés par un environnement inaccessible.

Il a par ailleurs, remercié le gouvernement et le Président Lansana Conté en particulier, pour les efforts entrepris en faveur des personnes handicapées. Il s'est également réjoui du soutien du

PNUD, Mme Marylène Spezzati, quant à elle, a rappelé l'importance de cette date historique et a félicité le gouvernement guinéen pour son soutien aux handicapés. Elle a lancé un appel aux bonnes volontés afin qu'elles donnent la main aux handicapés qui d'ailleurs remboursent les

100 % des crédits qu'on leur accorde. « Chaque jour, pour cha-

que de nous, est la journée nationale des Handicapés » conclut-elle. Mme Joséphine Lemaud, ministre du travail, des Affaires sociales et de l'Emploi, devait quant à elle, souligner la disponibilité de la Première Dame qui a toujours fait preuve de bienveillance à l'égard des handicapés.

Ces années devraient être des moyens sûrs pour intégrer les 500.000 personnes invalides dans des structures de réadaptation socio-professionnelle soulignera le ministre.

Dans son allocution de circonstance la Première Dame de la République a souligné que :

« Le sort des personnes handicapées fait l'objet d'une préoccupation humanitaire permanente car l'homme ne saurait être indifférent devant le malheur de son semblable et le handicap, quel qu'il soit, n'est pas une calamité domestique ».

Elle a par ailleurs sollicité l'aide de toutes les institutions internationales et Organisations non gouvernementales en faveur des handicapés.

Aux handicapés, Mme Henriette Conté a dit qu'ils doivent cesser de se regarder comme une catégorie humaine inférieure, car le véritable handicap n'est pas l'altération du fonctionnement des organes physiques mais l'infirmité des facultés intellectuelles et morale. La Première Dame et sa suite ont ensuite procédé à l'inauguration de l'exposition œuvre des différentes organisations de handicapés notamment AGRIFIS et AGUIPA.

Fory Bah

Fin de la table-ronde sur la liberté de presse en Afrique de l'Ouest

La Table-ronde sur la liberté de presse en Afrique de l'Ouest : bilan et perspective a pris fin jeudi 1er décembre à l'Hôtel Camayenne. Organisée par le CNC en collaboration avec la Fondation Frederick Ebert, elle a permis également la rencontre entre le CNC de Guinée, le Haut Conseil de la Radio et de la Télévision du Sénégal et le représentant de la presse nationale.

Ces trois institutions ont adopté un communiqué final qui recommande la liberté de la presse, de l'édition, de l'imprimerie, de la librairie et de l'audio-visuel. Le communiqué a fait état des difficultés qui jalonnent la voie de la liberté de la presse : difficultés imputables au manque de formation de la plupart des journalistes, au manque des ressources financières nécessaires au bon fonctionnement des médias, aux attitudes démagogiques de certains professionnels et à la volonté de certains usagers de manipuler les médias.

Le C.N.C. de Guinée et le Haut Conseil de la Radio et de la Télé-

vision du Sénégal se sont félicités par ailleurs de la promulgation des lois portant création du Conseil supérieur de la communication et du Comité national d'égal accès aux médias d'Etat au Mali et souhaitent l'installation rapide de dites institutions.

Ils exhortent les gouvernements d'Afrique de l'Ouest à préserver l'exercice de la liberté de la presse.

Le communiqué recommande l'organisation régulière de telles rencontres tout en réaffirmant l'importance des institutions de contrôle et de régulations du pluralisme de l'information. Citant la rencontre M. Sékou Kaba, Président du CNC a remercié les participants, la Fondation Frederick Ebert, les représentants du Sénégal et du Mali. Il a lancé un appel pour la préservation de la liberté de la presse et pour une plus grande responsabilité du journaliste dans la recherche, le traitement et la diffusion de l'information.

Ahassane Tangué Bah

Journée internationale des Volontaires

Pour la neuvième fois consécutive, la grande famille des Nations Unies va célébrer le 5 décembre la Journée internationale des Volontaires.

C'est en effet en décembre 1985 que l'Assemblée générale des Nations Unies a décrété une Journée internationale des Volontaires qui doit être célébrée tous les ans 5 décembre par les gouvernements et les groupes particuliers.

A rappeler que la Journée internationale des Volontaires est une occasion de rendre hommage à tous ceux qui mettent en pratique les valeurs fondamentales de l'homme, à tous ceux qui font don non seulement de leur temps et de leurs efforts, mais aussi de leurs aptitudes ou de leurs moyens sans autre récompense que l'espoir dans la réussite de leurs entreprises.

Aujourd'hui, plus de 1700 Volontaires des Nations Unies consacrent leur temps à partager leurs connaissances et leurs compétences dans le cadre de projets portant aussi bien sur l'alphabetisation que sur l'amélioration de soins de santé et les méthodes agricoles.

La célébration de la Journée internationale des Volontaires vise également à encourager un plus grand nombre de personnes à se porter volontaires afin qu'elles entreprennent des activités de développement à tous les niveaux : local, national et international.

En Guinée, le PNUD - Volontaires des Nations Unies et le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité,

à travers la Direction nationale de la Décentralisation organisent conjointement cette journée en deux étapes. La première porte sur la journée nationale de l'assainissement de la ville de Conakry, des chefs-lieux des Régions administratives, des Préfectures, Communes et CRD.

La deuxième étape concerne la Journée du 5 décembre. Elle sera consacrée au SCIO, à la conférence «débat sur le «Volontariat : bilan et perspectives».

Il y sera question pour les ONG nationales et internationales ainsi que les institutions qui travaillent avec les Volontaires d'expliquer leurs actions sur le terrain.

Le programme de cette journée prévoit, un assainissement des lieux publics dans les cinq Communes de la Capitale.

Il s'agit pour la Commune de Dixinn du carrefour Pharmaguinée et l'espace libre situé en face de l'Université.

Matoto : Le Rond point Gbessia et le marché de Matoto.

Matam : Les marchés de Madina et de Bonfi

Ratoma assainir les marchés de Kaporé-Centre et de Taouyah.

Il reste à déterminer les lieux qui le seront dans la Commune de Kaloum.

A noter que toutes les Sociétés de la place ainsi que les Agences du système des Nations Unies appuient le Comité préparatoire par des moyens logistiques et matériels adéquats.

M.A.C

HOROYA N° 4027 du Vendredi, 2 Décembre 1994



Le banc des bailleurs de fonds

en faveur des personnes handicapées qui a débuté le 26 novembre. Le thème central est l'un des principaux thèmes du prochain Sommet mondial pour le développement prévu en mars 1995 à Copenhague au Danemark.

Pendant deux jours, des thèmes tels : « la réadaptation socio-professionnelle et la promotion de l'emploi, les stratégies et esquisses de solutions aux problèmes; la situation des personnes handicapées en Guinée » seront débattus par les participants.

M. Aboubacar Diop, porte-parole de la FEGUIPAH remercie Mme la Première Dame d'avoir accepté d'assister à l'ouverture de ces journées de réflexion qui constituent un événement unique, car pour la première fois, l'occasion, leur est offerte d'indiquer leurs besoins et leurs attentes afin de participer à l'édification du pays, dira-t-il.

PNUD, des missions diplomatiques, des ONG.

Mais dira-t-il si les efforts consentis pour l'insertion des handicapés sont énormes, il reste beaucoup à faire car en observant sur nos trottoirs, l'on se rend compte que l'insertion est loin d'être effective. Et cette situation affecte d'autres secteurs de la vie vu, le nombre considérable d'enfants condamnés, pendant toute leur jeunesse à suivre et à assister leurs parents dans la micro-cité.

Ce problème d'ordre social et collectif concerne tout le monde. « Etre handicapé, n'est pas être exempté des services offerts à l'ensemble de la communauté dans les domaines essentiels de la vie » dira en substance, M. Aboubacar Diop. C'est pourquoi les personnes handicapées tiennent à leur participation effective et totale en tant que citoyens ayant fait des preuves remarquables d'efficacité.

Le Président de la BID en Guinée

M. Osama Jaafar Faquih, Président de la Banque Islamique de Développement (BID) dont le siège est à Djéddah arrivera dimanche, 4 décembre à Conakry pour une visite de travail de 24 heures dans notre pays.

Une visite de travail qui s'inscrit dans le cadre précis de la coopération entre la Guinée et cette prestigieuse institution dont l'appui à notre développement en fait un partenaire privilégié.

M. Jaafar Faquih sera reçu à 17h 30 à l'Aéroport international

de Conakry-Gbessia par le Gouverneur de la BID pour la Guinée qui le conduira ensuite à la Case de Belle-Vue, la résidence des hôtes de marque de la République.

La soirée du dimanche sera consacrée à un dîner offert en son honneur et où sont invités les membres du Comité de Coordination Economique et Financière, la Ligue Islamique nationale et les Ambassadeurs des pays arabes accédés en Guinée.

Lundi, 5 décembre M. Osama Jaafar Faquih prendra part à

l'ouverture solennelle du séminaire BID/BCRG sur la gestion de la dette avant de visiter l'usine textile de Sanoyah, le chantier de rénovation de l'hôpital Donka et le Centre Islamique.

A 16h 30 le Président de la Banque Islamique de Développement rencontrera le Comité de Coordination Economique et Financière élargi aux Départements ministériels ayant des projets financés par la BID. Il recevra ensuite la presse à partir de 18h pour évaluer avec elle les résultats de sa visite.

Conseil national de la Communication

Le Conseil National de la Communication, dans le cadre de l'examen des problèmes liés à la gestion de l'audiovisuel en Guinée, invite à une réunion de travail qui se tiendra au Palais du Peuple le mardi 6 décembre 1994 à 10 heures, les cadres et offices ci-après :

- la Direction de l'ONACIG
 - la Direction de l'OGP
 - Le chef de Division des Programmes de la Télévision Nationale.
 - Deux Représentants du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité
 - Un Représentant de la Direction Nationale des Douanes.
 - Un Délégué du gouvernorat de Conakry
 - Un Délégué du Ministère de la Jeunesse, des Arts des Sports
 - Les Importateurs - Distributeurs de Films
 - Les gérants des salles de cinéma
 - Les gérants des vidéo-clubs
 - Les propriétaires de salles de projection vidéo.
- Le Président du Conseil National de la Communication
Sékou Kaba

Communiqué du Ministère des Finances

Monsieur le ministre des Finances invite instamment toutes les Organisations Non Gouvernementales (ONG), nationales et étrangères agréées en République de Guinée en vertu de l'Ordonnance 072/PRG du 7 Mars 1986 ou de toute convention bilatérale, à déposer auprès de la Direction Nationale des Douanes, une copie de leur cahier de charges dûment visé par les autorités de tutelle et précisant la nature, les quantités et la destination des biens matériels et d'équipement à importer dans le cadre de leurs activités.

La date limite de dépôt des dossiers est impérativement fixée au 10 Décembre 1994. A compter de cette date limite aucune exemption fiscale ou douanière ne pourra être accordée à celles qui n'auront pas déposé les dossiers requis.

Monsieur le ministre des Finances sait compter sur l'esprit de compréhension de tous et de chacun.

Le ministre
Elhadj Camara

URTNA

Projet de création d'une unité de maintenance et Dépannage au niveau du Centre technique à Bamako (Mali).

Dans le cadre de la relance de ses activités, le Centre technique envisage de créer à son niveau une unité de maintenance et de dépannage susceptible

d'apporter une assistance aux organismes membres de l'URTNA (Union des Radiodiffusions et Télévisions nationales d'Afrique).

Des démarches sont menées actuellement auprès de certains partenaires européens, en l'occurrence Radio France Internationale pour l'équipement du dit centre technique.

La Direction du Centre technique se propose d'envoyer une lettre circulaire aux organismes membres en vue d'obtenir des renseignements sur les différents types d'équipements utilisés à leurs niveaux respectifs, et les difficultés éventuelles rencontrées dans l'exploitation de ces équipements.

Tribune libre

Le mal se moque des mesures légères

Hospitalité n'est pas synonyme d'austérité encore moins un passage autorisé pour les libertins liberticides. C'est dans les nuances vicieuses du mot «liberté» que les portes de notre pays jadis longtemps fermées au monde extérieur ont été largement ouvertes dès le lendemain de la prise du pouvoir par l'Armée. Avant cet événement historique, nul n'apercevait une brèche d'infiltration dans les frontières guinéennes. A l'époque, le Guinéen ne ressemblait qu'à un minuscule cage, apprivoisé à coups de bec sur quelques grains de foin. L'Armée n'en demeurait pas un simple témoin, mais une victime comme tout le monde ; ce qui a poussé le CMRN à briser les jougs de la Révolution pour crier haut et fort «liberté ! liberté ! liberté!».

Pour l'écrivain sénégalais, David Diop, «l'ombre saveur de la liberté», c'est le travail. Mais n'est-ce pas pour nous Guinéens le crépitement des armes à feu qui condamne les yeux à ne point fermer les paupières chaque nuit, surtout dans les centres-ville du pays ? C'est bien cette situation agressive qui impose ses principes criminels au paisible peuple de Guinée en deuil de sa quiétude d'antan.

A présent, les citoyens soumis

à l'auto-défense abrogent les lois et principes en vigueur pour se rendre justice et l'on sait que la justice populaire est sans dose car elle se rend souvent dans la colère, ce qui est tout à fait légitime aussi.

En haute banlieue où la lumière électrique vient à minuit ou disparaît dès minuit, le crime se développe comme un art. Chaque nuit, c'est la parade des bandits, malgré le type de surveillance qu'on vient d'instaurer et qui ne consiste qu'à mettre des barrages dans les grands carrefours ou à tirer devant les dancing et les salles de cinéma, alors que les malfaiteurs opèrent entre les coins des maisons noyées dans les ténèbres.

Le cas de la boulangerie de Coronchie-Mosquée est un exemple éloquent : 6 hommes armés d'armes militaires et en tenue régulière ont assiégé la boulangerie à 4 heures dans la nuit du 29 au 30 novembre. Les balles crépitaient dans l'air avec le bruit d'un feu de

brousse. Pire, l'un d'entre eux décharge son canon sur le talon du gérant en attendant de voir sortir ses compagnons. Bilan : blessure grave et 200.000 FG (deux cent mille) correspondant à une demi-journée de recette.

Un proverbe guinéen nous conseille d'opérer le goître avant qu'il n'entoure le cou. Avec tant d'armes dans le pays, il est temps de sortir à tout prix les brébis galeux de la bergerie avant qu'il n'en soit trop tard.

Une investigation systématique pourrait certainement percer l'abcès. Le mal se moque des mesures légères : si le mal persiste, c'est parce qu'aucune mesure exemplaire n'a pu encore désarmer les criminels.

C'est après le pétrin qu'on a du pain sur la planche ; il est temps pour nous d'éviter d'avoir du pain sur la planche.

C.O.C

HOROYA

BP 341/191 - Tel : 44-34-68
44-37-76
Siège : Excelsior KTG

DIRECTEUR GENERAL

Ibrahima CISSE

REDACTEUR EN CHEF

Mamadou Saliou BALDE

S. GL. DE REDACTION

Abou BANGOURA

RUBRIQUE NATION

Fassiri CAMARA

RUBRIQUE CULTURE ET SPORTS

Roger Goto ZOMOU

RUBRIQUE INTER

Ibrahima Sory DIENG

SERVICE FABRICATION

Thierno Amadou BARRY

SECTION AD-FINANCES

Bangaly FOFANA

Composition et Mise en page

HOROYA

Impression

Service Imprimerie du Kabon (N.L.K.)

4° Salon de l'Agriculture,
de l'Industrie et de l'Automobile

A.I.A

Foire internationale multisectorielle

LA PLUS GRANDE FOIRE DE GUINEE
du 25 au 31 janvier 1995

Organisée par l'Association Jeunesse
Développement - Tel: 44-39-61 (Ckry)

SAEG, AIR-GUINEE, CIMENTS DE
GUINEE, BALDE - MOTORS, SALGUIDIA.

Etude de Maître Ahmadou Diallo
Notaire à Conakry B.P. 3114 - Tel. : 44-23-02

Etoile Auto Guinée - S.A.

Au Capital de : 350.000.000 de GNF
Siège : Carrière Autoroute - B.P. 710 - Conakry
R.A.E. : N° 92-A-155 du 24 Octobre 1989

Avis d'augmentation de Capital

L'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société «Etoile Auto Guinée - S.A.» - Société Anonyme au Capital de 350.000.000 de GNF réunie en session Ordinaire le 17 Novembre 1994 au siège de la société a décidé d'augmenter le Capital de Cent Cinquante millions (150.000.000) de francs Guinéens pour le porter de deux cents millions (200.000.000) de francs Guinéens à trois cent cinquante millions (350.000.000) de francs Guinéens par incorporation de réserves légales.

Pour représenter cette augmentation de Capital, il a été créé quinze mille (15.000) actions de Dix mille (10.000) francs Guinéens de valeur nominale chacune, toutes souscrites et libérées.

Les inscriptions modificatives ont été portées le 22 Novembre 1994, au Registre des Activités Economiques.

Pour avis et mention
Le Conseil d'Administration et
Maître Ahmadou DIALLO Notaire.

De l'utilisation des mass-médias

Par Dr Mamadouba Soumah

Il n'y a pas assez longtemps, la radio nationale s'inquiétait de la prolifération d'images filmiques relatives surtout à l'abondance d'antennes paraboliques dans notre Capitale. Cette prolifération n'est certes pas mauvaise en soi ; mais ce qui est inquiétant et dangereux c'est certainement le fait que le contenu des messages diffusés soit captés à loisir par des néophytes ne sachant distinguer les images comestibles de celles vénéneuses.

C'est pourquoi, en ma qualité de psychologue, je juge adéquat d'apporter ma modeste contribution à l'éducation ou à la rééducation de mes concitoyens.

Depuis les années 50, les intellectuels, et notamment les enseignants ont cessé d'être le centre du savoir. De plus en plus, l'image et le son prennent place dans nos sociétés à tel point que nous sommes submergés, assaillis par eux.

Hier, pour des raisons d'ordre culturel, l'enseignant occupait une position centrale, mais de nos jours les mass-médias injectent, distillent, répandent, diffusent des informations de toutes portées et sous diverses formes.

Raison qui fait que de par leur position naturelle qui s'explique aussi bien par des raisons socio-économiques que par le statut culturel, leur place sociale provoque chez eux une certaine exigence difficilement compatible avec la diffusion de masse, leur esprit critique, leur crainte d'un asservissement de la liberté de pensée les rend sensibles aux aspects véritablement dangereux des moyens modernes de diffusion de l'information.

Autrefois agents, pratiquement uniques dispensateurs du savoir, les maîtres sont concurrencés au plan de la constitution des «savoirs» par un apport d'informations qui leur est étranger, extérieur et organisé en dehors de leurs modes de penser, de sentir.

Ils se sentent également concurrencés au niveau du prestige et plus directement encore remis en cause dans leur fonction même. Aussi, les éducateurs craignent la désinformation et la saturation des esprits par des techniques modernes. A présent, ce torrent d'informations fait la hantise de tous ceux qui aspirent voir notre société réhabilitée dans ses valeurs morales.

C'est pourquoi, nous trouvons indispensable de traiter des mass-médias qui, à l'image de toute chose peuvent contenir des valeurs morales certaines d'une part et des valeurs rétrogrades d'autre part.

L'irruption en force des techniques dans la vie de tous les jours provoque pour la science et ses implications une administration naïve et dangereuse en ce qu'elle empêche de mesurer les aliénations voire les risques de mort qu'elles comportent. Les moyens d'information de masse créent chez leurs utilisateurs l'impression de savoir et de compétence.

Or, ce savoir ne correspond évidemment ni aux acceptions scientifiques du terme ni aux nécessités sociales d'une connaissance efficace. En fait, le profane utilise des techniques dans une méconnaissance totale et de ce qui permet leur

fonctionnement et des résultats même de ce fonctionnement.

Telle est par exemple chez nous l'utilisation anarchique des antennes paraboliques, des vidéo-cassettes et autres par des gens qui, dans leur majorité ignorent l'influence des images diffusées sur leurs consommateurs.

Souvent ces images sont conçues pour animaliser la jeunesse des pays les moyens avancés. Les messages véhiculés par les médias constituent la culture mosaïque, culture de frottis et de morceaux ; véritable syncrétisme culturel, inorganisé, ni analytique, ni synthétique, fait de juxtaposition de fragments de connaissances et d'impressions, au détriment d'une construction de concepts qui repose sur l'analyse, la structuration logico-mathématique, la déduction, tout ce qui caractérise les ambitions de l'école dans ses prises de position les plus récentes et les plus lucides.

Les images, en particulier par la confusion qu'elles entretiennent sans cesse entre le réel et l'irréel, entre le vécu et le feint provoquent une impossibilité de se situer dans l'univers et partant de structurer véritablement l'intelligence. L'enfant, l'adolescent et même l'adulte peut être victime de ce phénomène. L'envahissement de la conscience par toutes les formes de perversité humaine (meurtre, banditisme, pornographie, etc.) est cause de phénomène de projection et d'identification. Car l'homme et surtout l'enfant est plus porté à imiter ceux qu'il aime.

De la sympathie, disait un penseur naît une pente à l'imitation. Après avoir senti comme l'adulte, l'enfant veut agir comme l'adulte.

Cet apport massif d'informations est responsable d'une impossibilité presque totale de trier et d'organiser les messages présentés. L'important et l'anecdotique se mêlent.

De la même façon la sensibilité se sature si elle se nourrit constamment d'horreurs et de catastrophes. Il se crée ainsi une accoutumance aux malheurs qui paralyse l'action. C'est pourquoi, il est inconvenant de toujours présenter au public et aux enfants des films qui étalent la mort de milliers d'êtres humains dans des conflits, des séismes, des famines, des épidémies etc. La vision répétée de telles images laisse indifférent, inactif et émousse surtout la sensibilité, humus fertilisant pour la solidarité humaine. Comme dirait l'autre, l'habitude émousse la sensibilité. Ainsi qu'il est démontré, les médias peuvent favoriser un avilissement du goût et de la primauté du commun. Ils peuvent être la cause de la perte du sens de la responsabilité et de la valeur de l'engagement.

En somme, l'utilisation des moyens modernes de diffusion de la pensée est trop souvent mise au service du viol de la conscience et de toutes les techniques d'asservissement par les slogans, la publicité, la propagande. Cette accusation est de taille et est souvent irréfutable. Car les images ou certains journaux qui nous viennent de l'Occident n'obéissent pas aux normes de l'éthique internationale, mais plutôt à la morale de la cupidité : «s'enrichir vaille que vaille pour avoir les dimensions humaines».

C'est pourquoi, ce qui est en cause dans certains moyens occidentaux d'information, c'est tout l'esprit critique, gage des choix libres et cela aussi bien en économie qu'en politique. Aussi voit-on tous les jours les minces avantages de tel produit, de tel système, grossis jusqu'à l'absurde.

Ainsi se développe dans l'homme le goût de l'avoir qui tue le sens de l'authenticité et de la personne humaine.

Ce qui m'amène à poser ce problème combien angoissant pour toutes les bonnes âmes.

Toutefois, comme nous avons eu à le stigmatiser d'entrée de jeu, les médias sont eux-mêmes et leurs contraintes.

A cet égard, si nous avons commencé par établir leurs méfaits, il n'est pas dit que les médias ne recèlent pas d'avantages. Ils en sont plus qu'imbus. Tout dépend du sens vers lequel l'utilisateur les oriente.

A ce point de vue, pour sérieux que soient les critiques que nous venons de formuler contre la mauvaise utilisation des médias, l'analyse montre, on ne peut mieux, qu'elles portent toutes sur le contenu des messages que les médias diffusent et en rien sur la nature des médias eux-mêmes. Là encore ce procès va à l'encontre de l'utilisation, peut-être de l'utilisateur et point contre l'instrument qui ne portera que sur ce qui lui sera confié.

Les hommes de notre temps ont pour souci majeur de préserver certains particularismes qui peuvent être comme une certaine affirmation de soi par l'appartenance à une collectivité humaine, le village, la région, être membre d'une organisation politique, économique et culturelle beaucoup plus étendue, seules capables de permettre l'accumulation et la communication véritable.

L'homme moderne que nous sommes, ne saurait vivre en dehors de la micro ou de la macro-communauté, c'est vouloir tirer avantage des doubles et triples appartenances comme vivre à l'échelle du village, de la nation, du continent, du monde, c'est appartenir aux vastes ensembles linguistiques qui regroupent différentes nations aux ensembles économiques supra-nationaux, tout cela pour vivre enfin à l'échelle d'un monde plus juste et plus solidaire.

Raison qui fait que les médias avant même d'embrasser ces vastes horizons ouvrent sur des faits plus tangibles.

Presse, radio, télévision, cinéma sont des moyens de connaissance et il n'est de connaissance que l'universel.

- Le journal est, dans les pays en voie de développement, l'instrument d'alphabétisation le plus efficace voire indispensable. L'apprentissage de la lecture peut être assurée par l'école ; si la possibilité de lire n'est pas maintenue après la scolarité, l'instrument se dégrade vite et les efforts du maître auront été vains ; là où le livre est rare et cher, le journal est seul à fournir l'apport sans prix d'un message à recevoir.

- Par la radio, c'est la voix du monde. L'information auditive permet la culture musicale, la connaissance de tous les arts du monde dans

ce domaine.

- L'information visuelle permet de parcourir la planète aujourd'hui, d'assister aux expériences les plus rares, de voir s'exprimer par la danse, le mime, le théâtre, toutes les races de la terre.

La connaissance des techniques qui actionnent le développement économique est grandement facilitée par les médias.

Les procédés culturels, l'élevage, l'irrigation se répandent et triomphent des moyens dépassés. On triomphe des superstitions venues du fond des âges et qui entravent le progrès et l'enrichissement de la communauté.

La connaissance et la prévision des phénomènes météorologiques à court et moyen termes aide les pêcheurs comme les pasteurs et les agriculteurs.

Les techniques sanitaires de base pénètrent dans les coins les plus reculés, des millions de vie sont sauvés, les épidémies regressent.

- L'information aisément diffusée, c'est la possibilité offerte aux responsables politiques de se permettre cette forme de liberté supérieure et récemment acquise par l'homme : la planification ou l'anti-hazard.

Ainsi, l'homme peut-il tenter d'infléchir les mouvements démographiques, les flux économiques, privilégier les productions nécessaires, «parier» à chaque instant avec les plus grandes chances de gagner.

C'est par une véritable propagande positive, c'est-à-dire non aliénante, que les prises de conscience peuvent s'opérer et les fatalités être vaincues.

L'homme, par l'information, devient davantage maître de son destin, qu'il agisse sur son milieu ou sur ses milieux. En définitive, si la question que je soulève en traitant des médias est celle du contenu des messages diffusés, en dernière analyse nous resterons en face de la nécessité d'éduquer celui qui émet le message tout comme celui qui le reçoit, pour peu que l'on espère la communication efficace.

Nous voilà donc placés devant un problème de formation et même de formation continue puisque c'est durant toute leur vie que les hommes doivent recevoir et émettre. Ce problème d'éducation générale et de formation intellectuelle, scientifique qui ne peut aller, nous en sommes certains, sans une réflexion d'ordre moral, n'a de sens que dans le droit fil d'une formation initiale devant préparer à la bonne réception comme à la bonne constitution du message des mass-médias par une utilisation rationnelle et lucidement menée des moyens audio-visuels.

Commençons donc par apprendre d'abord à consommer ce qui peut être comestible pour nous-mêmes et ensuite pour nos héritiers sans aucun risque d'empoisonnement.

CARTES UNICEF Contribuez à la survie des enfants

Chaque jour dans ce monde meurent 35.000 enfants. C'est inacceptable, parce qu'il est établi que l'on peut éviter les deux tiers de ces décès en mettant en place des stratégies simples, efficaces et peu coûteuses.

Pour l'UNICEF, dont la vocation est de contribuer à la survie, à la protection et au développement des enfants, quelles que soient leurs classes sociales, il ne s'agit plus de s'apitoyer mais d'agir ensemble.

La mobilisation sociale à cet égard

est indispensable. C'est elle qui a permis, en effet, au cours des années 80, de vacciner 80% des enfants du monde contre les six maladies les plus meurtrières de l'enfance, et de sauver ainsi, chaque année, 3 millions de vie.

Chacun peu un peu pour l'enfance. Il suffit par exemple, d'acheter tout simplement une carte de vœux ou tout autre article vendu par l'UNICEF, dont l'opération a été lancée le 29 octobre 1994.

En le faisant, vous participez à la chaîne toujours grandissante de ceux qui apportent un petit plus décisif à la survie et à la protection des enfants.



La Banque mondiale et la lutte contre le sida

Augmentation du financement

En ce jour de célébration de la Journée internationale contre le sida, il est utile de dire que selon la Banque mondiale, il est nécessaire d'accroître fortement les ressources consacrées à la lutte contre l'épidémie, car elle commence à avoir des effets sociaux et économiques dévastateurs sur les pays en développement.

A l'occasion de cette Journée mondiale du sida qui a lieu aujourd'hui des responsables de la Banque mondiale comptent annoncer une augmentation des prêts de cette institution aux pays en développement les plus touchés par la maladie et demander aux pays industriels de faire davantage dans ce domaine.

La Banque mondiale, qui est la principale source de financement extérieur des programmes de lutte contre le sida dans le tiers-monde,

accordera cette année des prêts d'un montant total de 150 millions de dollars au titre de la prévention et des soins médicaux. Depuis 1986, elle a prêté environ 600 millions de dollars à cet effet à une quarantaine de pays. La plupart de ces prêts ne portent pas intérêt.

Par ailleurs, seulement 10 % environ de l'ensemble des sommes annuelles consacrées à la prévention du sida, soit environ 200 millions de dollars US sont dépensés par les pays industriels dans les pays en développement, où se trouvent 85 % des personnes atteintes du sida.

D'après le Comité d'action contre le sida (AIDS Action Council), le gouvernement des Etats-Unis, a dépensé, pendant l'année budgétaire 1994, 1,1 milliard de dollars au titre de la prévention du sida et des soins médi-

caux et 1,3 milliard de dollars au titre de la recherche sur le sida.

L'épidémie mondiale de sida « devrait être une cause de préoccupation pour les pays industriels (...) parce que, si ce problème empire dans le monde, il va menacer les pays riches à un degré accru ».

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 17 millions de personnes dans le monde sont porteuses du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) qui cause le sida, et tous les jours 6.000 personnes deviennent séropositives. On estime que 2 millions de personnes mourront du sida tous les ans d'ici à la fin du siècle.

Alors que l'Afrique noire compte seulement un dixième de la population mondiale, deux tiers de tous les séropositifs se trouvent dans cette partie du monde.

REGARD SUR LE PASSE

2 décembre 1594

Mort du géographe Mercator

Tous les navigateurs de l'époque savent ce qu'ils doivent à ce mathématicien et géographe : Gerhard Kremer, dit Mercator, dont on salue dépouille mortelle le 2 décembre 1594. Il a en effet publié la première grande carte du monde en utilisant la projection cylindrique et en fixant les latitudes, longitudes, méridiens et parallèles. En 1541 il fabriqua pour l'Empereur Charles-Quint deux globes, l'un terrestre, l'autre céleste. Très vite les cartes de Mercator devinrent indispensables pour les voyageurs. Le savant flamand aura donc fait partie de ceux qui ont permis les grandes découvertes du XVIe siècle.

2 décembre 1993

La fin des bantoustans

En Afrique du Sud, le Parlement rend la citoyenneté sud-africaine aux Noirs des bantoustans qui seront réintégrés à l'Afrique du Sud le 1er janvier 1994.

Ces caricatures d'Etats (jamais reconnus par l'OUA ou l'ONU) avaient été créées par le régime de l'apartheid pour refouler la main d'œuvre noire (indispensable) hors des agglomérations blanches et la priver de la citoyenneté sud-africaine sous prétexte de regroupement ethnique. Une aberration historique qui prend donc fin le 2 décembre 1993.

Ethique et promotion des médicaments

Le contrôle de la qualité des médicaments est d'une importance cruciale. On considère souvent qu'il s'applique avant tout à l'aspect «matériel» des médicaments, c'est-à-dire aux substances chimiques elles-mêmes.

Pourtant, si l'on veut utiliser un médicament de façon sûre et efficace, le «logiciel», c'est-à-dire l'information qui l'accompagne, est tout aussi important. Si des renseignements inexacts sont donnés aux prescripteurs et aux consommateurs sur les indications,

les risques et les effets secondaires, le meilleur des médicaments risque de se révéler dangereux pour le patient.

Depuis deux décennies, on s'intéresse beaucoup, tant au niveau national qu'au niveau international, à la qualité de l'information pharmaceutique, notamment dans le contexte de la promotion des médicaments. Dans les pays industrialisés, le renforcement des contrôles réglementaires et une meilleure sensibilisation des entreprises ont conduit à une amélioration des pratiques commerciales.

Un moyen extrêmement efficace, utilisé aux Etats-Unis lorsque des pratiques inadmissibles sont constatées, consiste à obliger l'entreprise coupable à publier une rétractation dans tous les médias dans lesquels avait paru l'annonce trompeuse initiale.

Toutefois, malgré ces progrès, des problèmes subsistent, principalement dans les pays en développement.

Elles montrent notamment que la publicité d'un produit est souvent différente selon que celui-ci est destiné à des pays possédant une réglementation pharmaceutique stricte (la plupart des pays industrialisés) ou à des pays dont l'infrastructure législative et les capacités de contrôle sont plus réduites (la plupart des pays en développement). De telles différences contraires à l'éthique sont encore constatées dans de nombreuses régions du monde.

L'industrie consacre une forte proportion de son budget aux représentants qui visitent régulièrement les prescripteurs pour leur présenter ses produits.

Ce qui ne se fait pas pour rien. Avec cette pratique en place bien des produits inutilement coûteux, et thérapeutiquement adaptés.

Si l'on veut que les médicaments aient un impact positif, et non négatif, sur la qualité des soins, il est capital que leur promotion soit conforme à l'éthique. Cependant, pour qu'ils soient utilisés à bon escient et de façon économique, il est tout aussi indispensable d'éduquer les prescripteurs et les consommateurs et de favoriser l'accès à une information indépendante et non commerciale.

In le Point

Filles ou Garçons

La femme voilée et vêtue de noir des pieds à la tête qui traînait dans les ruelles du vieux souk intriguait les policiers du Caire. Ils l'ont interpellée et, soulevant son voile, ils ont découvert la barbe fournie d'un jeune homme de 20 ans ! Explication : grâce à son déguisement, il circulait facilement au milieu des touristes et leur volait argent et objets de valeur.

En Iran, ce sont deux jeunes filles qui, déguisées en garçons, cambriolaient la nuit des magasins d'alimentation. Elles faisaient partie d'une bande de jeunes de 15 à 18 ans qui avaient fui leurs domiciles en raison de «problèmes avec leurs parents».

Europe orientale Des enfants meurent sans raison

Avec la fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, l'OMS et l'UNICEF ont entrepris dans cinq pays d'Europe Orientale un projet visant à sauver la vie de milliers d'enfants, en simplifiant et rationalisant le traitement des diarrhées et des infections respiratoires aiguës pour le rendre à la fois plus efficace et moins coûteux.

Les infections aiguës des voies respiratoires et les maladies diarrhéiques sont dans ces pays les principales causes de mortalité infantile et de morbidité chez les jeunes enfants. Elles sont à l'origine des deux tiers des décès d'enfants de moins d'un an enregistrés en Azerbaïdjan en 1993, selon les chiffres fournis par le Ministère de la Santé, tandis qu'en Arménie, en 1990, elles ont entraîné 38% des décès chez les enfants de moins d'un an et 43% chez les enfants de 1 à 4 ans. On pourrait citer bien d'autres chiffres officiels pour illustrer la prévalence élevée de ces maladies et leur importance en tant que cause de mortalité.

Les traitements actuels comportent souvent une hospitalisation inutile et un usage excessif de médicaments à la fois coûteux et difficiles à se procurer. Beaucoup d'enfants sont hospitalisés pour un traitement pharmacothérapeutique alors qu'ils pourraient parfaitement être soignés - et à moindre frais - dans les consultations ambulatoires ou chez eux par leur mère.

PROGRAMME DE VOLS A COMPTEUR DU 1er AOUT 1994 GUINEE AIR SERVICE Conakry (face à la CBG) Tél. 44-17-47			
JOURS	N° DE VOL	ITINERAIRE	DEPART ARRIVEE
LUNDI	GIS 291/292	Conakry - N'Zérékoré	09.00 10.30
		N'Zérékoré - Monrovia	11.10 11.40
		Monrovia - N'Zérékoré	12.10 12.50
MARDI	GIS 293/294	Conakry Labé	08.00 08.40
		Labé Banjul	09.10 10.35
		Banjul Labé	11.05 12.30
		Labé Conakry	13.00 13.40
		Conakry Siguiri	09.00 10.30
MERCREDI	GIS 295/296	Conakry N'Zérékoré	08.00 09.30
		N'Zérékoré Monrovia	10.00 10.40
		Monrovia Conakry	11.10 13.10
		Conakry Kissidougou	14.00 14.40
		Kissidougou N'Zérékoré	15.00 15.35
JEUDI	GIS 297/298	Conakry Labé	08.00 08.40
		Labé Banjul	09.10 10.35
		Banjul Labé	11.05 12.35
		Labé Conakry	13.00 13.40
		Conakry Bissau	09.00 09.30
VENDREDI	GIS 297/298	Bissau Conakry	10.30 11.30
		Conakry N'Zérékoré	09.00 10.30
		N'Zérékoré Monrovia	11.10 11.55
		Monrovia N'Zérékoré	12.20 13.25
		N'Zérékoré Conakry	14.00 15.30
DIMANCHE	GIS 220/221	Conakry Kissidougou	09.30 10.35
		Kissidougou Gbenko	11.15 11.10
		Gbenko Conakry	12.20 13.40
		Conakry Kankan	12.30 13.50
		Kankan Siguiri	14.20 14.50
DIMANCHE	GIS 217/218	Siguiri Conakry	15.20 16.50
		Conakry Kankan	09.00 10.20
		Kankan Bamako	11.00 11.45
		Bamako Kankan	12.25 13.30
		Kankan Conakry	14.10 15.30
DIMANCHE	GIS 220/221	Conakry Faranah	10.00 10.50
		Faranah Gbenko	11.30 12.00
		Gbenko Conakry	12.40 14.00